MOBILISATION EN ILE-DE-FRANCE CONTRE

25 ANS DE POLITIQUES COÛTEUSES ET INUTILES D'EXPULSION DES BIDONVILLES

Les bidonvilles, disparus de la visibilité publique en France métropolitaine dans les années 1970, réapparaissent en 1989 en Ile-de-France, à Nanterre. S'y installent alors des migrants venus d'Europe Orientale, fuyant les conditions de vie de leur pays d'origine.

Le mal logement touche aujourd'hui en France 3,5 millions de personnes. La « résurgence des bidonvilles » en est l'une des dimensions. Cette dimension est niée par les pouvoirs publics français qui, depuis 25 ans, pratiquent une **politique systématique d'expulsion des habitants des bidonvilles**. Ces dernières années, cette pratique s'est intensifiée et les habitants vivent au **rythme des expulsions (tous les 3 à 4 mois en moyenne)**.

Dans les années soixante, une politique ambitieuse de résorption des bidonvilles a pu être menée face à une situation de plus grande ampleur. Pourquoi ne serait-ce plus possible aujourd'hui ?

En **mars 2015**, la délégation interministérielle à l'hébergement et à l'accès au logement des personnes sans-abris ou mal logées (la DIHAL) **recensait sur le territoire français 19 676 personnes concernées et 577 « campements illicites » - le terme de bidonville étant soigneusement évité**. Au moins 4252 personnes, soit 21,7 % des occupants, sont des enfants contraints de grandir dans une extrême précarité et des conditions de vie difficile. Sur la base des données disponibles, la DIHAL estime en outre que 47 % de ces bidonvilles ne disposeraient d'aucune forme de traitement des déchets, deux tiers n'auraient aucun accès à un point d'eau et trois quarts fonctionneraient sans alimentation en électricité. Ce phénomène est plus aigu sur certains territoires : **l'Ile-de-France concentre à elle seule 37 % des personnes et 27 % des « campements »**.

Les bidonvilles de ces 25 dernières années concernent **des populations et des trajectoires de vie individuelle très différentes** : les travailleurs saisonniers du Sud de la France, les personnes sans domicile fixe du bois de Vincennes, les habitants de la Jungle de Calais, les cabaniers de l'Hérault, les migrants d'Europe Orientale (Roumains, Bulgares, Roms ou non, par exemple), etc. Ces derniers concentrent clairement l'attention politique et médiatique. A présent, une parole clairement **discriminatoire** semble s'être libérée contre cette population cachant ainsi un phénomène global.

Cette politique est **coûteuse**. Une étude de cas récente montre que les expulsions successives subies par un même groupe de personnes ont coûté près de **400 000 euros** (FMSH, Rapport MigRom, 2015). Au-delà du coût social et économique, cette politique court-termiste a sacrifié une génération d'enfants. De nombreux enfants **vivant en bidonville ne sont pas scolarisés**, suite aux refus des mairies de les inscrire. Nous voyons ainsi **les municipalités empêcher leurs propres habitants de sortir de la précarité des bidonvilles**.

25 ans, c'est une génération sacrifiée. Combien en faudra-t-il encore ? Face aux mêmes constats d'échecs, **les associations intervenant en Ile-de-France ont décidé d'interpeller les pouvoirs publics et de dénoncer 25 ans de politiques coûteuses et inutiles d'expulsion des bidonvilles**. Elles demandent ainsi qu'une véritable politique soit à nouveau engagée pour combattre cette précarité dans le respect des personnes.